

Dominique FLEURAT Conseillère régionale



Lettre d'information n°3
Mars 2009



Au sommaire

- ▶ Edito
- ▶ Actualité régionale
- ▶ Enseignement supérieur
Quel avenir?
- ▶ François Bonneau dans
L'Indre
- ▶ Espaces Libres Savoirs
- ▶ Salon de l'agriculture

Liens

www.groupepsprg.com
www.regioncentre.fr
www.ps-chateauroux.org
<http://indre.parti-socialiste.fr>
www.unmondedavance.eu

Actualité régionale

Mardi 3 mars : atelier sur la culture salle Raymonde Vincent à 17h 30 à Châteauroux

Mardi 10 mars : journée d'échanges à Orléans sur le thème « Egalité femmes - hommes »

Judi 12 mars : Forum régional de la culture à Blois

Vendredi 13 mars : réunion du Conseil de la recherche et de la technologie (CORET) à Tours

Samedi 14 mars : portes ouvertes des CFA de l'Indre

Judi 19 mars : grève nationale et manifestations

Vendredi 20 mars : Commission permanente

Judi 26 et vendredi 27 mars : Session plénière

Edito

L'emploi dans l'Indre

Un mois après la venue de Nicolas Sarkozy, la situation de notre département apparaît dans toute sa gravité. Les deux départements du Berry sont les plus touchés par l'augmentation du chômage, en particulier la sous traitance automobile. Comment penser que les mesures proposées puissent compenser la perte des plus de 1 200 emplois du secteur de la défense ?

Des mesures inefficaces et démagogiques

La compensation financière du gouvernement se résume à des moyens consacrés à la rénovation de bâtiments de l'Etat (cité administrative et prisons). Après les annonces concernant le remboursement anticipé de TVA et la suppression de la Taxe Professionnelle, c'est aujourd'hui le Contrat de Transition Professionnelle qui est annoncé sans que le financement soit précisé.

La responsabilité des élus de Droite

Le Gouvernement est dans l'impasse mais tout n'est pas imputable à la crise. Il y a bien des responsables! Tant que cette majorité ne voudra pas toucher au paquet fiscal de 15 milliards d'euros par an, c'est sûr les caisses seront vides et il faudra faire des économies sur le dos des salariés et en sacrifiant les services publics

Refuser les injustices

Comment accepter lorsqu'on vit le chômage partiel ou qu'on est intérimaire, d'entendre que le nombre d'imposables sur l'ISF a augmenté en France mais que cet impôt a moins rapporté à l'Etat ? Comment accepter les primes aux actionnaires d'entreprises recevant des fonds publics ?

Il y a des solutions pour faire face à cette crise : se mobiliser le 19 mars et proposer un autre plan de relance !



Enseignement supérieur : quel avenir?

C'est le grand silence médiatique sur la mobilisation des universités dont certaines sont en grève depuis plusieurs semaines. Dans l'Indre, des actions de sensibilisation ont permis d'interpeller les pouvoirs publics, notamment lors de la manifestation du 19 février. **Il y a une menace réelle pour l'avenir de l'enseignement supérieur dans notre département**



Lorsqu'il faut gérer un manque de moyens, ce sont les plus fragiles qui paient la politique de rentabilité. La loi LRU qui renforce l'autonomie budgétaire des universités et permet la gestion des ressources humaines (recrutement de contractuels et répartition des obligations de services) inquiète l'ensemble de la communauté. On sait très bien que les antennes accueillent de nombreux étudiants qui n'auraient pas les moyens de poursuivre des études en dehors du département. Leur rôle dans l'élévation du niveau de qualification est irremplaçable mais a un coût. **Qui va financer?**

L'IUT, dont le budget n'est plus fléché, pourra-t-il continuer à proposer toutes les formations présentées lors des portes ouvertes du 14 février dernier? Les investissements faits par les collectivités locales et l'Etat dans les infrastructures seront-ils gaspillés?



La formation des enseignants et l'IUFM

Quelle hypocrisie dans les arguments mis en avant pour la « masterisation » de la formation! Permettre de poursuivre en thèse à ceux qui échouent au concours est certes louable, mais dans la réalité, l'Etat économise un an de salaire de l'année de professionnalisation et va rogner sur les stages pour l'apprentissage concret du métier. Encore une attaque contre le service public de l'éducation et une véritable inquiétude pour l'avenir de l'IUFM de Châteauroux

François BONNEAU dans l'Indre



La visite départementale du 9 février a permis au Président de rencontrer les acteurs du territoire et de présenter l'action de la région dans toute sa

diversité. Première étape à l'aéroport où il a rappelé l'engagement fort de la collectivité en faveur du développement de la filière aéronautique. Il a ensuite inauguré le foyer du lycée Blaise Pascal.

Signature du 1er contrat de Pays 3G

3ème génération de contrat : coup d'envoi à Issoudun. C'est plus de 6 millions d'euros de la région qui accompagneront les projets du pays. Les conseils de développement pourront suivre dans quelques jours le module de formation « environnement ». A voir sur le site de la région à la rubrique « territoires ».

A Aérocast, François Bonneau a rappelé le dispositif régional d'aides aux entreprises (CAP emploi, CAP développement...) et insisté sur la nécessité d'innover.



IFSI du Blanc : la région finance le fonctionnement et les investissements dans les écoles, les bourses aux élèves infirmiers : un engagement très positif pour améliorer l'offre de formation

Espaces Libres Savoirs



La formation professionnelle est une des compétences régionales essentielles. 26 Espaces Libres Savoirs (ELS) ont été labellisés à ce jour. Ils offrent un véritable

service public accessible à tous au plus près des besoins de la population. Après la réussite du visa Internet, d'autres visas (Trois en Un, Bureautic...) sont venus enrichir cette offre.

L'ELS de Châteauroux porté par le GRETA a engagé un travail de partenariat avec tous les organismes de formation. C'est dans ses locaux que s'est déroulée la remise officielle de ces visas. Plus de 3 300 ont été votés pour l'année 2009 dans l'Indre.

Site : www.els.new.fr

Salon de l'agriculture

Moment fort pour la profession et vitrine incontestable des produits régionaux, il ne doit pas pour autant faire oublier toutes les questions posées à l'ensemble de la société : répartition des aides de la PAC, prix des denrées alimentaires et agrocarburants, sanctions de l'OMC

